

**CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES D'ACQUISITION,
D'INSTALLATION, D'ENTRETIEN ET DE MISE A DISPOSITION DES
DISPOSITIFS DE VIDEOPROTECTION ET AUX MODALITES DE
MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL CHARGE DU VISIONNAGE**

ENTRE

La Commune de xxx, dont le siège est situé xxx, représentée par son Maire, Monsieur/Madame xxx, dûment habilité aux termes d'une délibération du Conseil municipal du xxx / **Le Département**, dont le siège est situé 147 boulevard du Mercantour, BP 3007, 06201 Nice Cedex 3, représenté par son Président, Monsieur Charles Ange Ginésy, dûment habilité aux termes d'une délibération du Conseil départemental du xxx ;

Désignée, ci-après, « **la Commune** » / « **le Département** » ;

ET

Le Syndicat mixte centre de vidéoprotection 06, dont le siège social est situé 147 boulevard du Mercantour, BP 3007, 06201 Nice Cedex 3, représenté par son Président, Monsieur/Madame xxx, dûment habilité aux termes d'une délibération du Comité syndical du xxx ;

Désignée, ci-après, « **le Syndicat** » ;

Désignées ensemble, ci-après, « **les parties** » ;

Préambule

La loi n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés énonce les conditions dans lesquelles un syndicat mixte dit « ouvert », tel que le Syndicat mixte centre de vidéoprotection du 06, est susceptible d'intervenir en matière de dispositifs de vidéoprotection et prévoit, à cet égard, la conclusion d'une convention avec les membres du syndicat lui ayant confié des missions en la matière.

Cette convention doit prévoir les modalités d'acquisition, d'installation, d'entretien et de mise à disposition des dispositifs de vidéoprotection et les modalités de mise à disposition du personnel chargé du visionnage.

La Commune/Le Département confiant, au cas présent, au Syndicat les missions en matière de dispositifs de vidéoprotection telles qu'elles sont définies à l'article 2 de la présente convention au Syndicat, les parties se sont rapprochées pour procéder à la conclusion de la convention précitée.

Il est précisé que la réalisation du Centre de supervision a vocation à être pris en charge par le Département.

Ceci état rappelé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'acquisition, d'installation, d'entretien et de mise à disposition des dispositifs de vidéoprotection et les modalités de mise à disposition du personnel chargé du visionnage entre le Syndicat et chacun de ses membres lui ayant confié, dans le cadre des dispositions de l'article L. 132-14 du Code de la sécurité intérieure, les missions en matière de dispositifs de vidéoprotection telles qu'elles sont définies à l'article 2 de la présente convention, ces missions pouvant être reprises dans les conditions énoncées par les statuts du Syndicat.

Article 2 : Définition et descriptif des dispositifs de vidéoprotection concernés

Les dispositifs pris en charge par le Syndicat, au titre de ses missions, sont exclusivement constitués des dispositifs de vidéoprotection traités dans le Centre de supervision départemental.

A ce titre, ils comprennent notamment :

- Les équipements et matériels informatiques du Centre de supervision nécessaires à la vidéoprotection (postes informatiques, logiciels bureautiques, équipements individuels mobiles, téléphones, mobiliers et accessoires associés...) ;

- Les équipements d'infrastructure et réseau du Centre de supervision nécessaires à la vidéoprotection (serveurs, switchs, matériels réseaux...) ;
- Les solutions informatiques et logicielles affectées à la vidéoprotection (outil de supervision et d'hypervision, main courante...) ;
- Les équipements de sécurité et de sûreté du Centre de supervision (contrôle d'accès, système anti-intrusion, caméras de vidéoprotection du site...).

Article 3 : Etendue des missions exercées par le Syndicat

Le Syndicat assure l'acquisition, l'installation, l'entretien et la mise à disposition des dispositifs de vidéoprotection prévus à l'article 2 du présent document.

A ce titre, il prend en charge notamment :

- La gestion des dispositifs de vidéoprotection du Centre de supervision, comprenant en particulier les opérations suivantes :
 - o L'acquisition, le renouvellement et/ou la maintenance des matériels informatiques et des solutions informatiques du Centre de supervision ;
 - o L'acquisition, le renouvellement et/ou la maintenance des logiciels dédiés à la vidéoprotection au sein du Centre de supervision ;
 - o L'acquisition, le renouvellement et/ou l'entretien des matériels du Centre de supervision ;
 - o L'acquisition, le renouvellement et/ou l'entretien des fournitures et biens du Centre de supervision nécessaires à la vidéoprotection (téléphones, cartes, bureaux...) ;
 - o La gestion technique des flux pour permettre la réception des images issues des systèmes de vidéoprotection des membres, gestion des relations avec les forces de sécurité de l'Etat pour le déport d'images ;
 - o La sécurisation du Centre de supervision.

Le Syndicat assure, en outre, le visionnage des images issues des dispositifs de vidéoprotection des espaces publics (comprenant la voie publique, les lieux et les établissements ouverts au public) de ses membres.

Les modalités relatives au visionnage des images diffusés sur les écrans du Centre de supervision sont définies dans un règlement intérieur adopté par le Syndicat.

Les images sont conservées dans les conditions prévues par les arrêtés préfectoraux d'autorisation.

Enfin, le Syndicat peut apporter des conseils à ses membres pour l'acquisition et/ou l'amélioration de leurs dispositifs propres, ces derniers conservant la compétence relative à l'acquisition, l'installation, l'entretien et le renouvellement des dispositifs de vidéoprotection situés sur leur territoire (caméras, équipements d'installation de ces caméras et enregistreurs, et renvoi d'images au Centre de supervision...).

Sont, ainsi, exclues des missions du Syndicat :

- L'acquisition, l'installation et l'entretien des dispositifs de vidéoprotection des membres (définis comme les dispositifs autres que ceux mentionnés à l'article 2), lesdits membres conservant seuls la compétence pour intervenir sur leurs dispositifs ;
- La conservation des données issues des dispositifs de vidéoprotection des membres, lesquels demeurent donc notamment compétents pour :
 - o Stocker, conserver et accéder aux enregistrements des images captées par leurs dispositifs sauf en cas de réquisition judiciaire ;
 - o Décider de la durée de conservation des enregistrements.

En cas de réquisition judiciaire, le Syndicat pourra importer des images issues des dispositifs de vidéoprotection de ses membres au sein d'un coffre-fort numérique sécurisé.

- L'acheminement des images issues des systèmes de vidéoprotection des membres vers le centre de départemental de vidéoprotection. Notamment l'installation d'équipements sur les dispositifs de vidéoprotection des membres, nécessaires à l'acheminement de leurs images vers le Syndicat.

Article 4 : Modalités de visionnage des images issues des dispositifs de vidéoprotection de ses membres

Article 4.1 : Régime général

Le Syndicat assure le visionnage des images issues des dispositifs installés dans les espaces publics de ses membres. A ce titre, le Syndicat réalise, sans préjudice des pouvoirs de police des maires, des supervisions des images en temps réel (avec des moyens humains ou automatisés) et peut apporter son assistance opérationnelle dans la relecture des bandes de ses membres. Les modalités de mise en œuvre de la mission de visionnage des images pour ses membres sont précisées dans un règlement intérieur adopté par le Syndicat. Ce règlement est transmis à la Commune/ au Département à l'occasion de son adhésion puis lors de chaque modification dudit règlement.

Dans le cadre de sa mission de visionnage, le Syndicat peut être amené à signaler, en temps réel, aux autorités dotées du pouvoir de police des membres concernés, des événements captés par les dispositifs de vidéoprotection des membres raccordés au Centre de supervision et constatés par ses agents susceptibles de constituer une infraction ou un trouble à l'ordre public, à charge pour l'autorité de police compétente de constater l'existence éventuelle d'une infraction ou d'un trouble.

Ce signalement peut également être transmis aux forces de sécurité de l'Etat dans les conditions prévues par la convention relative aux modalités d'intervention des forces de sécurité de l'Etat.

Les agents du Syndicat en charge du visionnage et des opérations de signalement sont soumis à une obligation de réserve et de discrétion. La liste des agents du Syndicat en charge du visionnage des images est communiquée à chaque membre à la compétence, lequel s'engage à ne pas la diffuser. Le Syndicat informe ses membres de toute modification de cette liste sans délai. Le Syndicat s'engage à ne pas donner accès au Centre de supervision à des agents non identifiés dans la liste susmentionnée.

Le Syndicat peut, à son initiative et selon les modalités qu'il définit, mettre en place un système de signalement automatisé d'évènements (logiciels de signalement d'infraction ou de troubles potentiels à l'ordre public, par exemple détection des attroupements, de coups de feu, d'alarmes de voiture ou d'incendie...). L'opportunité de la mise en place de tels logiciels pour tout ou partie des flux vidéo reliés au Centre de supervision est appréciée par le seul Syndicat, qui est la seule autorité compétente pour décider de leur acquisition.

Le Syndicat et ses membres assurent, ensemble, la sécurisation du lien réseau permettant le transfert des différents flux entre les dispositifs de vidéoprotection des membres et le Centre de supervision par la mise en place, notamment, d'équipements dédiés (VPN, pare-feu...). Il est maître d'ouvrage des travaux afférents à cette mission de sécurisation (prise en charge de l'acquisition, de l'installation et de l'entretien des matériels de sécurisation).

Les membres sont seuls responsables de l'implantation de leurs dispositifs de vidéoprotection, de leur gestion et de leur entretien. A ce titre, il leur appartient de se conformer aux lois et règlements en vigueur en la matière.

Article 4.2 : Règles de compatibilité technique des dispositifs de vidéoprotection des membres avec ceux du Centre de supervision

Le visionnage des images issues des dispositifs des membres dans le Centre de supervision nécessite une compatibilité technique des équipements du Syndicat et des membres. A cette fin :

- Le Syndicat peut éditer un document d'information sur les systèmes et technologies compatibles avec ceux utilisés dans le Centre de supervision ;
- Les membres consultent le Syndicat pour leurs projets d'acquisition et d'installations de nouveaux dispositifs de vidéoprotection, afin notamment de s'assurer que les solutions envisagées seront compatibles avec celles du Centre de supervision ;
- Les membres doivent disposer au minimum d'un accès internet à Très Haut Débit sur lequel le dispositif de vidéoprotection devra s'appuyer. Cette connexion internet devra être existante et suffisante pour acheminer le flux au Centre de supervision. Chaque membre doit disposer, au minimum, d'un lien réseau d'accès Internet à Très Haut Débit de type FTTO, sur lequel l'équipement terminal du Syndicat s'appuiera pour acheminer les flux vers le Centre de Supervision. Ce lien réseau, sous la responsabilité de l'adhérent, devra être exclusivement dédié à cet usage et respecter les préconisations techniques minimales définies par le Syndicat en matière de débit, de disponibilité, de sécurité et de qualité de service. ;
- En cas de difficulté technique (impossibilité ou difficulté de lecture des images issues de dispositifs des membres au Centre de supervision), le Syndicat signale par tout moyen au membre concerné l'existence d'un dysfonctionnement ; dans la mesure du possible, le Syndicat propose des solutions pour la mise en compatibilité du système, à la charge du membre.

Article 5 : Conditions patrimoniales de l'exercice de la compétence

Le Syndicat est propriétaire des dispositifs de vidéoprotection du Centre de supervision qu'il acquiert, pour le compte de ses membres.

Les dispositifs de vidéoprotection préexistants au transfert de compétence et réalisés par les membres restent de leur propriété. A ce titre, les membres demeurent propriétaires des dispositifs de vidéoprotection situés sur leur territoire. Ils demeurent également en charge de leur entretien conformément à l'article 3 de la présente convention.

Le Centre de supervision départemental est mis à disposition du Syndicat dans les conditions prévues par l'article L. 5721-6-1 du Code général des collectivités territoriales.

Article 6 : Modalités de mise à disposition du personnel chargé du visionnage

6.1 : Régime général

Sans préjudice de la compétence des agents de police municipale, les agents du Syndicat sont chargés du visionnage des images transmises et diffusées au sein du Centre de supervision dès lors que ce visionnage ne nécessite pas de leur part d'actes de police judiciaire.

A ce titre, ils sont agréés par le représentant de l'Etat. L'agrément peut être retiré ou suspendu par le représentant de l'Etat après consultation du Président du Syndicat. Toutefois, en cas d'urgence, l'agrément peut être suspendu sans qu'il soit procédé à cette consultation.

Pendant le visionnage des images prises sur le territoire d'une commune, ces agents sont placés sous l'autorité exclusive du Maire de la commune. Pendant le visionnage des images prises sur le domaine public départemental, ces agents sont placés sous l'autorité exclusive du Président du Département.

6.2 : Situation des agents

Le personnel nécessaire à l'exercice des missions du syndicat sera mis à disposition par le Département des Alpes Maritimes sur le fondement de l'article L512-15 du code général de la fonction publique.

Cette mise à disposition ne donnera pas lieu à remboursement.

Une convention spécifique entre le Département et le syndicat mixte précisera l'ensemble des modalités de cette mise à disposition

Article 7 : Contribution des adhérents à la compétence vidéoprotection du Syndicat

Les contributions des membres sont fixées en annexe des statuts du Syndicat et sont modifiables en tant que de besoin par délibération du Comité syndical.

Article 8 : Modification de la convention

La présente convention pourra être modifiée en cas d'accord entre les parties.

Ces modifications seront formalisées par la conclusion d'un avenant.

Article 9 : Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

La convention dure le temps de l'adhésion du membre au Syndicat et prend fin au jour de son retrait du Syndicat.

Article 10 : Règlement des litiges

En cas de contestation relative à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec de la solution amiable, la contestation sera portée devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait en deux exemplaires à Nice, le xxx

Pour la Commune de xxx,
Madame/Monsieur xxx

Pour le Syndicat,
Madame/Monsieur xxx

